

Super-Mario vs super-Mariolle ?

Posté le : 4 mars 2013 11:44 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Economie et politique

Le "clown" Beppe Grillo et le "golden-boy" de Goldman-Sachs, Mario Draghi, donnent à la querelle de l'Euro comme un air de Commedia dell'Arte.

Faut-il en rire ou en pleurer ?

Alors que la crise entre dans sa cinquième année, les grands pays sortent les armes du râtelier. Le Japon montre les dents pour répondre à la Chine, qui derrière un sourire énigmatique, construit un arsenal sur la capture de l'industrie mondiale. Les États-Unis ne savent plus où ils en sont, pris entre la gabegie monétaire et budgétaire et la volonté de puissance. L'Allemagne profite de la sous-évaluation de l'Euro par rapport à ce qu'aurait été le DMark pour engranger les excédents. L'hostilité des autres membres de l'Union commence à se faire farouche.

Mario Draghi est vanté comme sauveur de l'Euro pour avoir affirmé qu'il lâchera autant d'euros qu'il sera nécessaire pour faire face à toute panique sur la dette. Mais la réalité des pays du sud, dont la France, est une régression économique déflationniste majeure qui casse tous les codes, y compris ceux de la démocratie.

Les milieux traditionnellement pro-européens ou même européistes crient au populisme mais se taisent sur le fond. Ils sont bien obligés de constater que l'Euro, "cela ne marche pas". Ils n'ont pas de solution.

Les partis anti-système s'en donnent à cœur joie, partout, et spécialement en France, au point que le Front National, sous la houlette de Marine Le Pen croit pouvoir atteindre 50% aux prochaines élections européennes...

François Hollande, avec sa triple personnalité, un tiers vipère socialiste, un tiers anguille désinvolte, un tiers couleuvre indécorable, s'enfoncé dans le discrédit avec son gouvernement de guignols et sa majorité parlementaire d'excités. Ils ruinent consciencieusement le pays avec une absence de vergogne tout à fait remarquable.

La droite de gouvernement a disparu des radars.

Manuel Barroso est, comme toujours, parfaitement inexistant. La Commission ne sait plus si elle doit être molle ou dure.

Le FMI est aux abonnés absents, ce qui est normal pour une institution créée pour accompagner des changes fixes et ajustables et qui se retrouve avec un système de changes flottants qui ne lui laisse qu'un rôle subalterne.

Mme Merkel est obligée de faire profil bas et pourrait bien être la prochaine victime électorale de la crise.

Plus personne n'ose indiquer un chemin de sortie.

Le vide politique en Europe est désormais évident. Le monde s'ébroue dans un sens pas nécessairement très réjouissant.

La situation commence à pourrir sérieusement avec des risques désormais grands de dérapages irrémédiables. S'ils se réalisent, l'Euro sautera comme un bouchon de champagne. Le retour de la panique n'est pas loin. Dans ce contexte la France est incroyablement vulnérable, avec un gouvernement dont les motivations et les pratiques sont totalement contraires aux nécessités du moment.

Le constat est facile. Des solutions sont-elles envisageables ?

Mais oui, bien sûr !

En France, on sait que le secteur privé marchand a été tellement réduit qu'il ne peut se reconstituer qu'avec de la patience et du temps. Il faut revenir progressivement sur toutes les dérives commencées en 74 avec la présidence Giscard, accélérées par la présidence Mitterrand et confortées par les présidences Chirac et Sarkozy. Il faut restaurer un secteur marchand important en le libérant des 15 points de PIB qui l'ont assommé et rétréci, en mettant fin à trop de gratuité et en dégonflant progressivement un secteur public hypertrophié. Evidemment, on ne le fera pas en injuriant les patrons, en faisant fuir les fortunes et les jeunes énergies par des impositions spoliatrices, et en paralysant la société. Il faut revenir en France à une société socialement équilibrée et qui travaille. Est-ce que le PS est capable de prendre en charge ces nécessités ?

On peut en douter. Mais le chemin d'une amélioration interne de la situation française est parfaitement clair.

En Europe, on sait également de façon parfaite qu'on ne peut mettre en place une zone monétaire unique sans institutions appropriées. Il faut un gouvernement économique de la zone Euro qui ne doit pas fonctionner pas du tout sur les bases de la Communauté de Bruxelles. Il faut à la zone Euro un Chancelier Européen qui impose les politiques monétaires, financières, budgétaires et sociales qui permettent l'unité de comportement de la zone vis-à-vis de l'extérieur et celles des gouvernements membres dans un sens non déflationniste. La BCE doit dépendre du Chancelier. L'Euroland cessera d'être un zombi sur la scène internationale et pourra proposer autre chose que la déflation aux pays du sud.

Pour le monde, il n'y a pas plus de doute sur l'action prioritaire à mettre en place : il faut supprimer les changes flottants et revenir à une système monétaire international basé :

- sur la parité des nations
- sur la fixité de principe des changes avec des souplesses pour sortir des situations de blocage
- sur le contrôle qu'il n'y a ni déficits ni excédents monstrueux.
- sur un désir de coopération véritable.

Avec ce système, le monde est sorti en 20 ans, avec une forte croissance, de l'endettement provoqué par la guerre de 40.

Dans le seconde où ces trois mesures seront en capacité de se conjuguer, la crise sera terminée.

Et on pourra comprimer les diabolins à ressort pour qu'ils rentrent dans leur boîte.

Si on continue en France, en Europe et dans le monde à faire exactement l'inverse de ce qui est nécessaire, alors les plus grands désordres sont à anticiper, à commencer par l'explosion de la zone Euro. Car il est sûr, comme nous le répétons depuis toujours, que les solutions grecques ne pourront pas s'appliquer à la France, alors que F. Hollande pointe le navire France vers les rochers du cap Sounion.

Le reste suivra. La tendance géopolitique n'est pas à la sérénité.

Ces idées ont-elles une chance de s'imposer ?

"Donnez moi un levier", aurait dit Archimède.

La pédagogie de la crise ne suffit pas.

Le FMI devrait être ce levier. Et au sein de l'Europe, c'est le couple Franco-Allemand qui devrait être l'axe agissant.

Est-ce que Mme Lagarde est au niveau des nécessités internationales ?

Est-ce que Mme Merkel et M. Hollande peuvent s'élever au niveau des nécessités européennes ?

Est-ce que M. Hollande peut se faire violence à lui-même pour monter sa réflexion et son action à la hauteur de l'urgence française ?

L'UMP aurait pu être un facteur de maturation au moins de la réflexion sur les solutions. Il fallait pour cela qu'elle fasse vite sa rupture avec Nicolas Sarkozy qui manifestement n'avait pas su comment faire. Sa réflexion en est toujours restée aux têtes de chapitre, son action se diluant dans l'insignifiance dès qu'il a fallu passer aux actes. L'arrivée immédiate d'un Fillon comme Président aurait pu permettre cette réorientation en douceur. Les jeux d'appareil frénétiques de JF Copé ont cassé cette dynamique qui aura bien du mal à repartir.

On voit que la poursuite de la crise tient plus à des interrogations politiques qu'économiques.

En attendant, Super Mario et Super-Mariolle sont dans un bateau. Qui va tomber le premier à l'eau ?

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes e-toile